

# SCANDALE

L'AIDE PUBLIQUE  
AU DÉVELOPPEMENT

Sarah  
Knafo

[AIDE-PUBLIQUE-DEVELOPPEMENT.FR](http://AIDE-PUBLIQUE-DEVELOPPEMENT.FR)

RECONQUÊTE!

**1.**

**Depuis mes révélations sur l'aide publique  
au développement, ils paniquent.**

**Je les ai laissés mentir et dévoiler leurs  
cartes. L'heure des comptes a sonné.**

**10 mensonges démontés, dette explosive,  
milliards dilapidés, salaires mirobolants,  
wokisme, siège somptuaire.**

**THREAD.**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**2.**

**Depuis plusieurs mois, je dénonce le scandale de l'aide publique au développement et ses milliards d'euros gaspillés en projets ubuesques.**

**Ce n'est pas un simple gaspillage : c'est littéralement l'argent des Français que l'on distribue dans le monde entier, alors que chez nous, tant de Français manquent de tout.**

**J'ai notamment publié les montants accordés à la Chine et à l'Algérie, ce qui m'a valu une plainte du gouvernement algérien. Première victoire : sa plainte fut classée sans suite. Je n'avais fait que révéler un chiffre officiel.**

**Depuis la semaine dernière, ministres, politiciens et haut-fonctionnaires réagissent comme le gouvernement algérien : ils s'affolent et m'attaquent quand des chiffres**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquète au Parlement européen

**publics sont révélés. Leur tactique : nier en bloc, prétendre que je mens.**

**Le DG de l'AFD, M. Rémy Rioux, appelle les journalistes en implorant : « Sarah Knafo nous met dans la m\*\*\*\*, aidez-nous ! ».**

**Le ministre des Affaires étrangères désigne en urgence une commission d'enquête sur le sujet : il a attendu mes révélations pour s'interroger, comme l'indique la sénatrice LR Nathalie Goulet.**

**Curieusement, ils refusent d'en débattre. Alors, je vais dévoiler le dossier ici.**



# 3.

## Exposons tout de suite les 10 mensonges de l'AFD.

Je vais les démonter un à un.

### LES 10 MENSONGES DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Sarah  
Knafo

- ❌ **MENSONGE N°1** : « L'aide publique au développement ne coûte rien aux contribuables. »  
✅ **RÉALITÉ** : Faux ! L'aide publique au développement coûte 15,96 milliards d'euros en 2023. Son montant n'a cessé d'augmenter de 2017 à 2024.
- ❌ **MENSONGE N°2** : « L'aide publique au développement est majoritairement composée de prêts, pas de dons. »  
✅ **RÉALITÉ** : Faux ! 87% de l'aide publique au développement est distribuée sous forme de dons, donc directement financés par #NotreArgent. Les financements de l'Agence française de développement vers les pays étrangers se font, eux aussi, à 65% en dons.
- ❌ **MENSONGE N°3** : « La France ne dépense pas d'argent public en Chine. »  
✅ **RÉALITÉ** : Entre 2018 et 2020, la France a bel et bien donné 278 millions d'euros en dons à la Chine. Une somme absurde pour la 2<sup>e</sup> puissance mondiale, au PIB 6 fois supérieur à celui de la France !
- ❌ **MENSONGE N°4** : « L'Agence française de développement gagne de l'argent en prêtant plus cher qu'elle n'emprunte. »  
✅ **RÉALITÉ** : Faux ! L'AFD accorde souvent des prêts concessionnels à taux très bas, souvent proches de 0%. L'État français compense la différence : 1,7 milliard d'euros en 2024, 7 milliards d'argent public depuis 2017 ! Vous payez cher ces prêts dont l'AFD fait croire qu'ils vous rapportent.
- ❌ **MENSONGE N°5** : « Les prêts de l'AFD sont parfaitement remboursés. »  
✅ **RÉALITÉ** : Les règles de l'OCDE interdisent à l'AFD d'exiger des garanties. Résultat ? Une partie des prêts ne sera jamais remboursée. L'État annule régulièrement des créances, dans la plus grande opacité, alors que la France est deux fois plus endettée que l'ensemble du continent africain !
- ❌ **MENSONGE N°6** : « L'Agence française de développement rapporte de l'argent aux Français »  
✅ **RÉALITÉ** : Faux ! L'AFD donne la majeure partie de ses moyens sous forme de dons, puis elle s'endette massivement pour prêter aux pays étrangers, à des taux faibles et souvent, elle ne revoit pas cet argent.
- ❌ **MENSONGE N°7** : « La dette de l'Agence française de développement est maîtrisée. »  
✅ **RÉALITÉ** : 60 milliards d'euros de dette, +10 milliards en 2 ans. Un gouffre qui s'aggrave chaque année ! C'est une bombe à retardement.
- ❌ **MENSONGE N°8** : « L'aide publique au développement renforce l'influence française. »  
✅ **RÉALITÉ** : Loin d'être du soft power, c'est du woke power ! 75% des financements sont désormais conditionnés par des critères idéologiques (loi de 2021). Il n'y a qu'à voir les projets financés : citoyeneté et égalité des sexes en Irak, filière écoresponsable d'ylang-ylang aux Comores...
- ❌ **MENSONGE N°9** : « L'aide publiquement au développement profite aux entreprises françaises. »  
✅ **RÉALITÉ** : Faux ! L'AFD applique la règle du déliement de l'aide fixée par l'OCDE → les entreprises françaises ne peuvent pas être favorisées, même quand elles financent le projet. Nous finançons des projets qui sont souvent remportés par des entreprises moins-disantes, notamment chinoises !
- ❌ **MENSONGE N°10** : « L'aide publique au développement réduit l'immigration. »  
✅ **RÉALITÉ** : L'aide aux Comores a plus que doublé depuis 2017... et l'immigration comorienne explose à Mayotte. Aucune corrélation entre aide publique au développement et stabilité migratoire.

Sarah  
Knafo

Députée Reconnue au Parlement européen

4.

**D'ailleurs, qui est Rémy Rioux, le DG de l'AFD depuis 8 ans, qui appelle les journalistes pour m'attaquer ?**

**Il se définit comme « un haut-fonctionnaire de gauche ». Il est fier d'affirmer : « Nous à l'AFD on se sent Africains. On EST Africains d'ailleurs. » Écoutez.**



**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

5.

**Sachez que pour le remercier de dilapider autant #NotreArgent, Monsieur Rémy Rioux est rémunéré 17 500 € par mois, sans les primes.**

## **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AFD GAGNE 17 500 € PAR MOIS, SANS LES PRIMES.**

La rémunération annuelle brute de M. Remy Rioux, directeur général de l'agence française du développement, est fixée à compter de la date d'effet du renouvellement de son mandat dans les conditions ci-après définies :

- une part fonctionnelle de 210 000 €,
- une part variable sur objectifs d'un montant maximal de 25 % de la part fonctionnelle, soit 52 500 € en année pleine.

Source : [www.economie.gouv.fr/files/actes-BOAC/2023-03/ECOB2307010S.pdf](http://www.economie.gouv.fr/files/actes-BOAC/2023-03/ECOB2307010S.pdf)

**Sarah  
Knafo**

**Voilà.  
Avec vos impôts.  
A votre bon cœur.**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconnue au Parlement européen

6.

## 1<sup>ER</sup> MENSONGE

« L'aide publique au développement ne coûte rien aux contribuables. » FAUX.

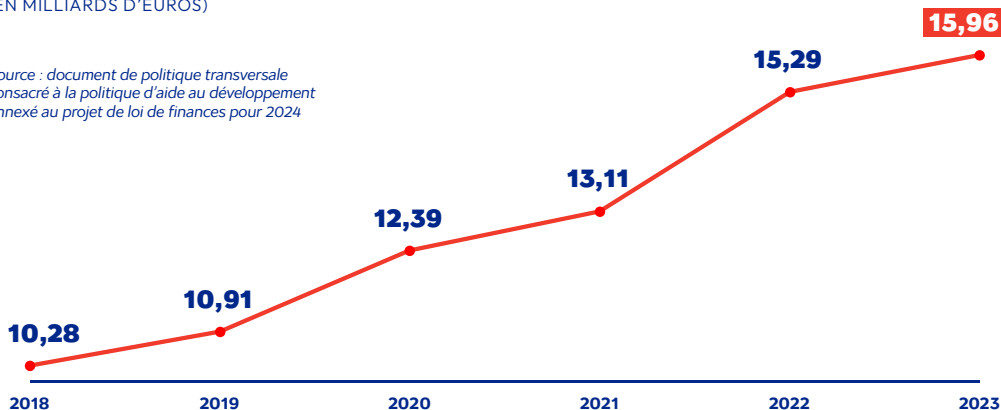
Elle coûte 15,96 milliards d'euros en 2023.  
Plus que le budget de la Justice (12,2 milliards) ou l'Agriculture (6,7 milliards).  
Ce coût a explosé depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron.

## LE COÛT DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EXPLOSE DEPUIS L'ARRIVÉE D'EMMANUEL MACRON AU POUVOIR.

Sarah  
Knafo

(EN MILLIARDS D'EUROS)

Source : document de politique transversale consacré à la politique d'aide au développement annexé au projet de loi de finances pour 2024



Sarah  
Knafo

Députée Reconquête au Parlement européen

7.

**L'Agence française de développement distribue une partie des 15,96 milliards de l'aide publique au développement. Le reste est distribué par des ministères et d'autres agences publiques.**

**15,96 MILLIARDS D'EUROS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DISTRIBUÉS PAR...**

**Sarah  
Knafo**

**... DE NOMBREUX ACTEURS FRANÇAIS, DONT L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT**

- AFD : 3,40 milliards\*
- Ministère des Affaires Étrangères : 2,42 milliards
- Ministère de l'Économie et des Finances : 1,73 milliard
- Proparco : 1,34 milliard
- Ministère de l'Intérieur : 1,08 milliard
- Ministère de l'Enseignement supérieur : 0,99 milliard
- etc.

Sources :  
- annexe projet de loi de finances 2024  
- [data.aide-developpement.gouv.fr](https://data.aide-developpement.gouv.fr)

\*en autorisation d'engagement, loi de finances 2023

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconnue au Parlement européen

8.

## 2<sup>E</sup> MENSONGE

L'AFD prétend que l'aide au développement « ne coûte rien, car ce sont des prêts et pas des dons ». FAUX.

→ 87% des 15,95 milliards d'aide se font sous forme de dons.

→ 65% des aides financées par l'AFD sont des dons.

## LES MENSONGES DE L'AFD SUR « LES PRÊTS » DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT.

Sarah  
Knafo

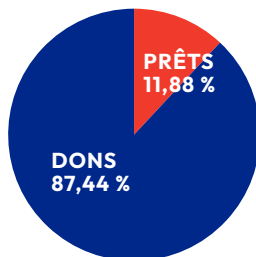
CE QU'ILS VOUS  
RACONTENT



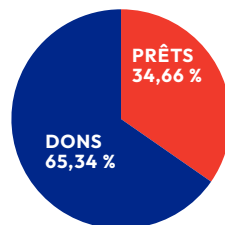
CE NE SONT  
PAS DES DONS,  
C'EST 85% DE  
PRÊTS.

## LA RÉALITÉ

AIDE PUBLIQUE  
AU DÉVELOPPEMENT



AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT



Source : [data.aide-developpement.gouv.fr](https://data.aide-developpement.gouv.fr), pour l'aide bilatérale de l'année 2023

Sarah  
Knafo

Députée Reconnue au Parlement européen

9.

**Alors, d'où sort ce chiffre de « 85% de prêts » rabâché par l'AFD ?**

**On peut le trouver sur leur site, mais il indique plutôt que l'AFD se finance à 85% par des prêts contractés sur les marchés.**

## **L'AFD SE TROMPE-T-ELLE SUR SES PROPRES CHIFFRES ?**

Source : [www.afd.fr](http://www.afd.fr)



Comment le groupe AFD finance-t-il les projets qu'il accompagne à travers le monde ? Toutes les réponses en vidéo.

Le groupe Agence française de développement a investi en 2023 près de 12 milliards d'euros pour la réalisation des Objectifs de développement durable de l'Onu. Ses ressources proviennent à 85 % d'emprunts que le Groupe contracte auprès de banques ou de capitaux de fonds de pension et à 15 % de subventions publiques de l'État français, de l'Union européenne et d'autres bailleurs.

**Sarah  
Knafo**

**Dans la panique, l'AFD aurait-elle confondu « emprunter » avec « prêter » ?  
Dramatique.**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

# 10.

## Donc résumons :

- L'AFD reçoit de l'argent du contribuable chaque année en loi de finances. C'est son budget.
- Elle le dépense majoritairement sous forme de dons faits dans des pays étrangers.
- L'AFD a aussi des frais de structure à payer, son personnel, ses locaux. Et non des moindres ! Nous y revenons dans un instant.
- Ensuite, elle emprunte des montants faramineux sur les marchés financiers pour prêter aux pays étrangers, « comme une banque », dit-elle. Nous y venons.

## LE VRAI MODÈLE DE FINANCEMENT DE L'AFD

Sarah  
Knafo



**11.**

### **3<sup>E</sup> MENSONGE**

**Lorsque j'ai dit que nous aidions même la Chine, deuxième puissance mondiale, le ministre de la Francophonie m'a répondu que la « France n'y dépensait pas un euro d'argent public ». FAUX.**

**Les données officielles sont cruelles avec les ministres. Entre 2018 et 2020, la France a consacré 371 millions d'euros d'aide publique au développement pour aider la Chine... dont 75% de dons. Soit 278 millions d'argent public.**

**Monsieur Rioux explique pourtant sur Sud Radio : « je lève de l'argent sur les marchés à 3%, je prête à la Chine à 5% ». Monsieur Rioux est plus fort que Xi Jinping !**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**Mais il n'a pas le bon sens de comprendre « qu'aider au développement » de la Chine est tout simplement ridicule quand nous avons tant de besoins chez nous.**

**Rappelons que la Chine a un PIB de 18 000 milliards de dollars, soit 6 fois celui de la France et que la France emprunte à des taux supérieurs à ceux de la Chine.**

**L'ÉTAT FRANÇAIS A DONNÉ VOTRE ARGENT À LA CHINE, DEUXIÈME PUISSANCE MONDIALE !**

**Sarah  
Knafo**

### **CE QU'ILS VOUS RACONTENT**

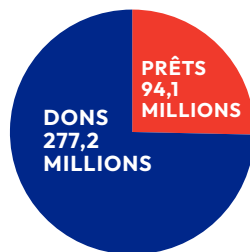


**EN CHINE,  
L'AFD NE DÉPENSE  
PAS UN EURO  
D'ARGENT PUBLIC.**

**Thani Mohamed-Soilihi**  
Ministre délégué chargé de la Francophonie

### **LA RÉALITÉ**

**AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT  
VERSÉE À LA CHINE ENTRE 2018 ET 2020**



Source : [data.aide-developpement.gouv.fr/pages](https://data.aide-developpement.gouv.fr/pages)

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconnue au Parlement européen

**12.**

## **4<sup>E</sup> MENSONGE**

**« L'AFD gagne de l'argent, car elle prête plus cher qu'elle n'emprunte. » FAUX.**

**Pour essayer de calmer l'opinion, l'AFD nous explique qu'elle se fait de la marge sur les prêts qu'elle accorde aux pays étrangers qu'elle aide, en empruntant sur les marchés financiers à des taux faibles et en prêtant à ces pays étrangers à des taux plus élevés.**

**Là, j' imagine que vous vous dites que c'est immoral de se vanter de se faire de l'argent sur le dos des pays pauvres... Ils ne sont plus à une contradiction près !**

**Seulement les prêts accordés par l'AFD sont généralement « concessionnels », c'est-à-dire qu'ils sont octroyés à des taux proches de 0%. Donc on s'endette à un**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**certain taux, et on prête à un taux plus faible. L'Etat prend en charge le différentiel de taux d'intérêt.**

**Ce poste a plus que quadruplé sous Macron pour atteindre 1,7 milliard d'euros en 2024.**

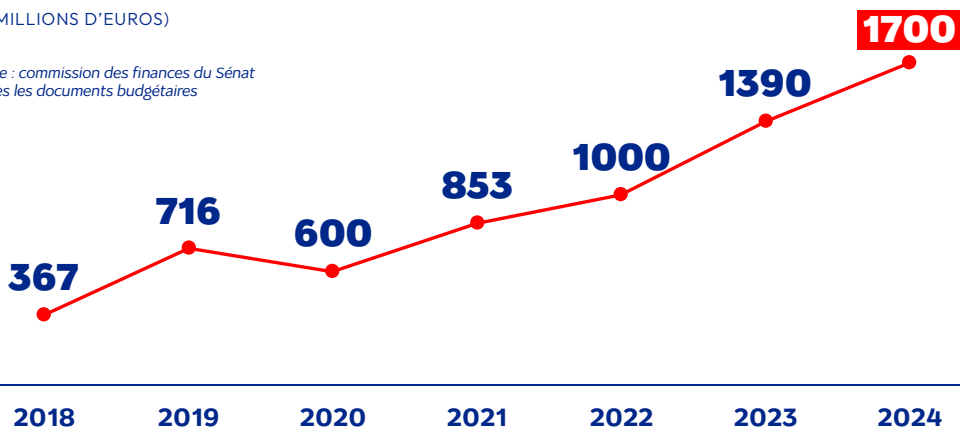
**C'est 7 milliards payés avec #NotreArgent depuis 2017 pour ces prêts dont l'AFD ose affirmer qu'ils nous enrichissent.**

## **ÉVOLUTION DU COÛT DES OPÉRATIONS DE BONIFICATIONS DES PRÊTS CONCESSIONNELS DE L'AFD.**

**Sarah  
Knafo**

(EN MILLIONS D'EUROS)

Source : commission des finances du Sénat  
d'après les documents budgétaires



**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**13.**

**5<sup>E</sup> MENSONGE**

**« Les prêts de l'AFD sont parfaitement remboursés ». FAUX**

**Il faut savoir l'OCDE interdit de demander des garanties sur les prêts aux pays bénéficiaires d'aide au développement. Si un État ne rembourse pas, l'AFD n'a aucun moyen de récupérer sa créance.**

**Malheureusement, nous savons que la France annule des créances, mais nous ne savons pas à combien s'élèvent ces créances impayées.**

**Il y a une incroyable opacité sur la question, comme le relèvent plusieurs rapports parlementaires, un rapport de la Cour des comptes en 2020 et même Médiapart.**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**Imaginez le ridicule : la France est deux fois plus endettée que la totalité du continent africain, mais elle aide l'Afrique et annule régulièrement des créances !**

“

**La France est deux fois plus endettée que tout le continent africain, mais elle finance quand même son développement, s'endette pour prêter de l'argent à des Etats africains et annule parfois ses créances.**

SARAH KNAFO

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**14.**

**Vous comprenez désormais le**  
**6<sup>E</sup> MENSONGE** de l'AFD qui prétend qu'elle  
« rapporte de l'argent aux Français »

- **L'AFD dépense la majeure partie des moyens que l'Etat lui confie sous forme de dons, puis elle s'endette massivement pour prêter aux pays étrangers, à des taux faibles et souvent, elle ne revoit pas cet argent.**
- **L'AFD va jusqu'à prétendre qu'elle dégage un « résultat net positif qu'elle reverse à l'État ». On croit rêver. En réalité, en 2021, l'AFD a « rendu » 21 millions d'euros à l'État... qui lui en avait donné plusieurs milliards. Comme toujours, c'est vous qui payez et vous, personne ne vous a rendu le fruit de ce maigre « résultat net positif ».**
- **A écouter monsieur Rioux, l'AFD serait un groupe prospère qui multiplie l'argent ! « Avec 2 milliards, on investit 12 milliards » dit-il. Il reçoit 2 de l'État, il emprunte 10. Imaginez un salarié payé au SMIC qui prendrait un nouveau crédit tous les mois de 13 000 euros**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquète au Parlement européen

et affirmerait fièrement : « avec 1300 euros, je fais 13 000 euros ! Je multiplie par 10 ». Il ne multiplie rien, il s'endette. Et pour Rémy Rioux, il nous endette.

→ Alors, vous vous demandez : si l'AFD emprunte beaucoup d'argent sur les marchés financiers, pour donner beaucoup d'argent aux pays étrangers sous forme de dons, et non de prêts (donc de l'argent qu'elle ne reverra jamais) comment rembourse-t-elle donc ce qu'elle emprunte chaque année ? Évidemment, elle ne le peut pas. Les conséquences sont dramatiques. Vous allez comprendre...

L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT  
VOUS RAPPORTERAIT DE L'ARGENT ? **FAUX !**

Sarah  
Knafo

## CE QU'ILS VOUS RACONTENT



« L'AFD est financée grâce aux intérêts des prêts accordés [...] »

« Après ces dépenses, il reste un **résultat net positif**. »

« Une partie est reversée à l'Etat français, son unique actionnaire. »

## LA RÉALITÉ

La plupart des prêts accordés par l'AFD sont à 0,25%. Donc à perte.

### 60 milliards de dette

L'Etat verse entre 2 et 4 milliards par an à l'AFD.

Source : [afd.fr/fr/actualites/provenance-argent-groupe-afd](http://afd.fr/fr/actualites/provenance-argent-groupe-afd)

Sarah  
Knafo

Députée Reconnue au Parlement européen

**15.**

**7<sup>E</sup> MENSONGE**

**Maintenant, tenez-vous bien : du fait de cette gestion calamiteuse, la dette de l'AFD atteint 60 milliards d'euros !**

**Sa dette vient d'exploser de 10 milliards en à peine deux ans. C'est une bombe à retardement.**

**Que se passe-t-il à l'AFD ?**

**Sarah  
Knafo**

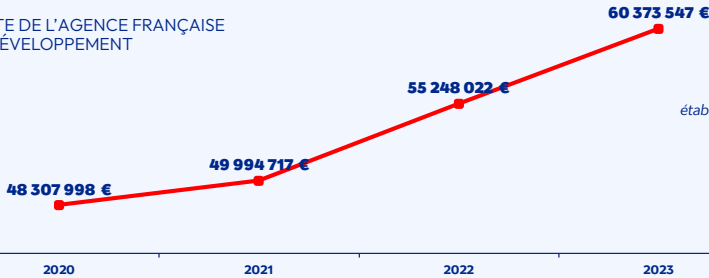
Députée Reconquête au Parlement européen

# LA DETTE DE L'AFD EXPLOSE ET À LA FIN, C'EST NOUS QUI PAIERONS. EXPLICATIONS.

Sarah  
Knafo

Nous l'avons vu : l'AFD se finance à 85% par des emprunts et prête ensuite 35% de ses fonds. Or, puisque l'AFD se présente comme « une banque », elle devrait savoir qu'une banque prudente emprunterait uniquement pour prêter, en équilibrant les deux flux. Ici, l'AFD emprunte bien au-delà de ce qu'elle prête. D'ailleurs, si les marchés continuent à prêter à l'AFD sans problème, c'est uniquement parce qu'elle bénéficie de la garantie souveraine de la France. Et la garantie souveraine, c'est nous, c'est #NotreArgent.

## DETTE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT



Source : Etats financiers consolidés établis selon les normes comptables IFRS - Groupe AFD - Exercice 2023  
Etats financiers consolidés établis selon les normes comptables IFRS - Groupe AFD - Exercice 2021

Par exemple, juste en 2023, l'AFD a emprunté 9 milliards d'euros, mais n'a remboursé que 4,1 milliards (PLF2024). Conséquence ? Encore 5 milliards de dette en une seule année ! 10 milliards en deux ans, 60 milliards en tout selon les comptes certifiés par le commissaire aux comptes KMPG. Pourquoi un tel écart chaque année ? Que fait-elle du reste de l'argent qu'elle emprunte si elle ne le prête pas en espérant le retrouver ensuite ?

Soit elle ne parvient pas à récupérer les fonds qu'elle a prêtés, soit elle utilise une partie des emprunts pour d'autres usages, comme des dons ou des dépenses non rentables, contrairement à ce qu'elle vous fait croire. Peu importe la raison, le résultat est le même : elle s'endette plus qu'elle ne prête, année après année, creusant un gouffre financier incontrôlable. Au regard de l'ampleur du déséquilibre, vous comprenez que l'AFD agit en réalité exactement comme l'Etat : elle emprunte pour rembourser ses dettes passées, un engrenage dangereux. Or, contrairement à une banque, l'AFD ne dispose pas de liquidités, ni de vraies ressources pour absorber ses pertes. Alors qui paiera cette dette ? Vous l'aurez deviné : vous, le contribuable français.

## UN ENDETTEMENT HORS DE CONTRÔLE

Montants versés par l'Etat

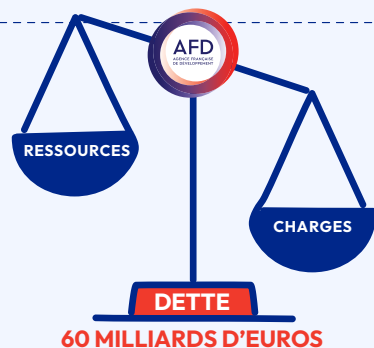
Dons aux pays étrangers  
Frais de fonctionnement

### ACTIVITÉ BANCAIRE

Remboursement de prêts **non concessionnels** accordés aux pays étrangers

Remboursement des emprunts faits sur les marchés

**Créances non honorées par les pays étrangers**



Sarah  
Knafo

Députée Reconquête au Parlement européen

**16.**

**8<sup>E</sup> MENSONGE**

**« L'APD sert les intérêts et l'influence de la France ». FAUX.**

**Financer l'éducation à l'égalité des sexes en Irak, le développement écoresponsable du ylang ylang aux Comores, analyser l'impact du Covid sur les inégalités au Togo ne sert pas la France.**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

17.

**L'aide au développement, ce n'est pas le soft power, c'est le woke power. Et c'est assumé ! C'est écrit noir sur blanc : la loi de 2021 prévoit que 75 % des projets financés aient « comme objectif l'égalité femmes-hommes d'ici 2025 ».**

**L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT,  
CE N'EST PAS LE SOFT POWER,  
C'EST LE WOKE POWER.**

interventions de la France. L'Etat s'engage à tendre vers un marquage « égalité femmes-hommes » conforme aux recommandations du plan d'action sur l'égalité des genres de l'Union européenne, soit en pourcentage des volumes annuels d'engagements de l'aide publique au développement bilatérale programmable française : 85 % comme objectif principal ou significatif et 20 % comme objectif principal, suivant les marqueurs du comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Dans cette perspective, il s'engage à ce qu'en 2025, 75 % des volumes annuels d'engagements de l'aide publique au développement bilatérale programmable française aient l'égalité entre les femmes et les hommes pour objectif principal ou significatif et 20 % pour objectif principal.

L'AFD met en œuvre une nouvelle génération de projets qui ciblent les droits à la santé sexuelle et reproductive et visent à éviter la déscolarisation des filles et à prévenir les grossesses adolescentes. Elle favorise l'émergence de la société civile et renforce sa capacité de mobilisation et de sensibilisation des populations, mais aussi d'influence auprès des gouvernements. En particulier, l'AFD et le ministère des affaires étrangères soutiennent les sociétés civiles féministes des pays partenaires de la politique de développement et de solidarité internationale de la France. L'AFD accorde une importance croissante à l'approche par les droits à la santé sexuelle et reproductive, à la lutte contre les mutilations sexuelles et aux dynamiques démographiques en Afrique subsaharienne.

Source : Loi du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales

**Sarah  
Knafo**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

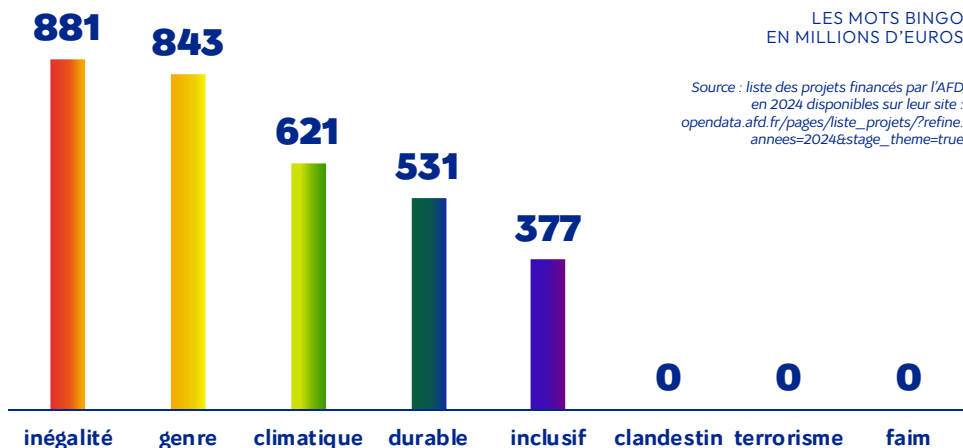
18.

Regardez les mots-clés qui obtiennent le plus de subventions parmi les projets financés par l'AFD !

Les projets avec le mot « genre » obtiennent 843 millions d'euros en 2024. En revanche, on cherche toujours les financements pour ceux qui contiennent le mot « terrorisme » ou « faim ».

## LES MOTS BINGO DE L'AFD : COMMENT OBTENIR DES MILLIONS ?

Sarah Knafo



Sarah Knafo

Députée Reconnue au Parlement européen

**19.**

## **9<sup>E</sup> MENSONGE**

**L'AFD nous dit que grâce à l'aide publique au développement, nos entreprises remportent des marchés. Ça, c'était avant. Aujourd'hui, c'est FAUX.**

- Comment l'AFD peut-elle mentir aussi éhontément alors qu'elle s'est elle-même engagée à ne pas privilégier les entreprises françaises dans l'utilisation de ses fonds ? Elle lance à chaque fois des appels d'offres ouverts à la compétition internationale. C'est la règle du « déliement de l'aide » promue par l'OCDE. Résultat ? Nous finançons des opérations dont les marchés peuvent être raflés par des entreprises chinoises !**
- Les secteurs comme l'énergie, les infrastructures, et le transport représentent seulement 2,3 milliards sur les 15,96 milliards d'aide versée en 2023. Et parmi eux, une**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**partie seulement fera l'objet d'un appel d'offres qu'une entreprise française pourra éventuellement gagner. A lui seul, le groupe Vinci fait plus de 40 milliards d'euros de chiffre d'affaires à l'export. Vous voyez bien que ce n'est pas grâce à l'AFD...**

- La plupart des financements de l'aide publique au développement ne font l'objet d'aucun appel d'offres auquel les entreprises françaises soient susceptibles de répondre. Quand il s'agit de subventions aux associations, ou de bourses pour des étudiants étrangers, nos entreprises n'ont aucun moyen d'en profiter.**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

20.

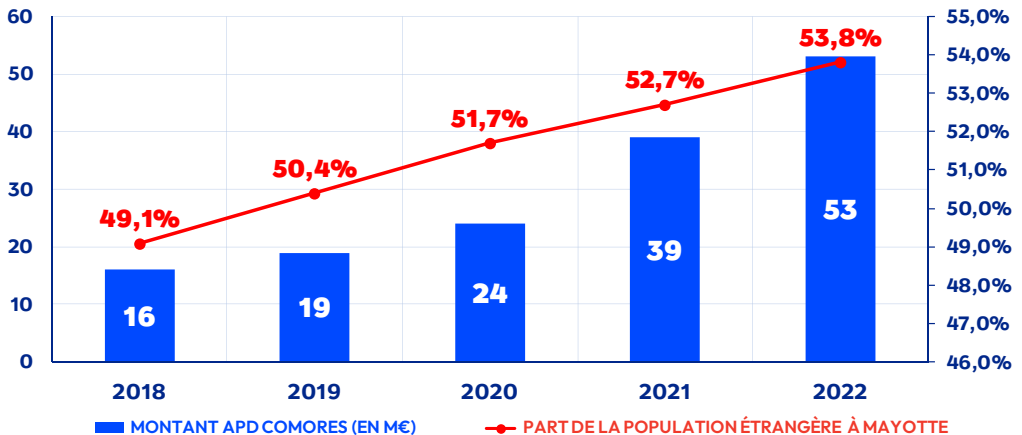
## 10<sup>E</sup> MENSONGE

Le ministre des Affaires étrangères nous dit que l'aide au développement permet de réduire l'immigration. FAUX.

Sinon, pourquoi l'immigration comorienne explose alors que l'aide au développement vers ce pays hostile a plus que doublé depuis 2017 ?

**PLUS NOUS DONNONS AUX COMORES,  
PLUS IL Y A DE MIGRANTS À MAYOTTE !**

**Sarah  
Knafo**



**Sarah  
Knafo**

Députée Reconnue au Parlement européen

**21.**

**M. Rioux utilise cet argument pour défendre les millions pour la « budgétisation générée en Jordanie ».**

**Il dit qu' « il faut stabiliser le Proche-Orient ». Fabuleux ! Ne saviez-vous pas que ce qui déstabilisait le Proche-Orient, c'était l'absence de budgétisation générée ?**



**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**22.**

**Maintenant, que nous avons répondu point par point à tous leurs mensonges, penchons-nous sur leur gestion...**

**Il y a du nouveau.**

**Je viens de vous dire que l'AFD était lourdement endettée. Sachez que cette dette ne l'empêche pas de dormir. Ni de se faire construire, en ce moment-même, un nouveau siège somptuaire de 50 000 m<sup>2</sup>, gare d'Austerlitz.**

**Le coût ? 1 milliard d'euros.**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

**Le projet prévoit même 8 000 m<sup>2</sup> de plus  
que les besoins de l'AFD.**

**A quoi vont servir ces espaces en trop ?  
C'est « en cours de définition » nous dit-on.  
On ne sait jamais.**

**Quand on sait qu'il y a 5 millions de m<sup>2</sup> de  
bureaux vides en Île de France, il y a de  
quoi s'inquiéter.**



VERS UN NOUVEAU SIÈGE COMMUN POUR L'ENSEMBLE DES ENTITÉS  
DU GROUPE AFD ET LEURS PARTENAIRES EN 2026

**M. Christian Cambon, rapporteur pour avis.** - À plusieurs reprises, la commission des affaires étrangères s'est étonnée et émue de la réalisation du nouveau siège de l'AFD, qui s'étend sur 50 000 mètres carrés et prévoit des équipements somptueux. Les temps ne sont pas à de pareilles dépenses, même si on nous explique que les mètres carrés non utilisés seront loués et ainsi rentabilisés. Ces investissements grandioses donnent une image forte de cette institution respectable mais coûtent très cher au contribuable, en termes d'investissement mais aussi de coût d'exploitation.

**Le projet comprend 8 000 m<sup>2</sup> d'espaces excédentaires par rapport aux besoins du groupe AFD.** Dans ses réponses au questionnaire budgétaire, l'administration indique que l'identification des acteurs susceptibles d'occuper les espaces excédentaires a débuté et qu'une stratégie d'occupation et de valorisation économique de ces espaces est en cours de définition.

Source : commission des finances d'après les réponses au questionnaire budgétaire.

**L'AFD EST  
EN TRAIN  
DE SE FAIRE  
CONSTRUIRE UN  
NOUVEAU SIÈGE  
SOMPTUAIRE  
DE 50 000 m<sup>2</sup>  
DE BUREAUX  
DANS PARIS.**

Source : PLF 2024 - Rapport  
général n° 128 (2023-2024), tome  
III, annexe 4, déposé le 23

**Sarah  
Knafo**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconnue au Parlement européen



# Savez-vous combien de personnes l'AFD emploie ? 2 800. Il en faut du monde pour distribuer votre argent !

## Coût ? 403 millions d'euros de frais de personnels en 2023. C'est colossal.

### Voyez l'organigramme : le nombre d'adjoints et responsables de départements est hallucinant.



#### GRUPE AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

01/11/2024

<b>DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE AFD</b> <b>Rémy RIOUX</b>		<b>DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE</b> <b>Marie-Hélène LOISON</b>		Secrétaire des Instances (SI) <b>Philippe BAUMEI</b>		Transformation et Projet d'entreprise (TFE) <b>Tzani SAJID</b> Adj. Vanessa DOUGLLEN par intérim		Conformité (CCO) <b>Anne MUXART</b>		<b>CAMPUS GROUPE AFD (CAM)</b> Sarah MAHMOUD Adj. Sophie BERLINDER Adj. Anthony BASS							
		<b>DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT</b> <b>Bertrand WALCKENAEER</b>		Inspection générale (IGE) <b>François T'ARMANTIE</b> Adj. Shayan KASSIM Adj. Gégérette DE LA DUURE		Conseiller Éthique & Médiateur interne <b>Marianne SIVIGNON-LECOURT</b>		Conformité Opérationnelle (COP) Benoit ADJIS		Veille Investigation Conformité Juridique (VIJ) Emille LOISEAU		Cellule Gestion des formations et des environnements pédagogiques (G3T) Julie BARON					
<b>GÉOGRAPHIES (GEO)</b> <b>Philippe CHARIAGE</b> Adj. Yves RAJAJ Adj. Vanessa WOLAND-AMINI		<b>SOLUTIONS DÉVELOPPEMENT DURABLE (SD)</b> <b>Laurent BIDDISCOMBE</b> Adj. Marie BJORNSSON LANGEN Adj. Virginie LEBOY Adj. Emmanuel BAUDRAN Adj. Hélène DUBREUIL		<b>INNOVATION, STRATÉGIE ET RECHERCHE (IS)</b> <b>Thomas MICHON</b> Adj. Bertrand LOISEAU Adj. Rima LE COGUILC		<b>MOBILISATION, PARTENARIATS &amp; COMMUNICATION (MPC)</b> <b>Papa Amadou SARR</b> Adj. Fabio GRAZI Adj. Astoria MARCO		<b>DIRECTION EXÉCUTIVE FINANCIÈRE (DEF)</b> <b>Séverine BOYER</b> Adj. Pauline GONTHIER		<b>SECRETARIAT GÉNÉRAL (SG)</b> <b>Sylvie BOYER</b> Adj. Olivier DELEOISE		<b>RESSOURCES HUMAINES (DRH)</b> <b>Mélanie SELLAN</b> Adj. Stéphanie HULSTO		<b>RISQUES (DXR)</b> <b>Dominique HEURTEVENT</b> Adj. Chloé BOURCEREAU			
<b>FRAGILITÉS, CITES et Conflits (CCC)</b> Anne-Lise REVE		<b>Pilotage et Gestion Budgétaire (PGB)</b> Aurélie LALLAINE Philippe VICIET		<b>Édition et publication (PIB)</b> Aurélie LALLAINE		<b>COMMUNICATION (COM)</b> Mathilde SCHNEIDER Adj. Mal Link CAM		<b>Administration et projets finance (APF)</b> Nicolas BERTHIAUD		<b>ACHATS GROUPE (DAG)</b> Amélie LEMONE		<b>SYSTEMES INFORMATIQUES (DSI)</b> Doan VAN DER VOORT Adj. Olivier MOREAU Adj. Brian COULLET		<b>POLITIQUES SOCIALES ET COMMUNICATION RH (PSC)</b> Mathilde CHAMARET		Cellule Stratégie risque et réglementation (CSR) Philippe LEBOCQU	
<b>Pilotage de l'Activité Opérationnelle (PAO)</b> Clothilde BOUTROUPE		<b>Climat et Nature (CN)</b> Mathilde BORD-LAUSANS		<b>Secrétariat du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)</b> Stéphanie BOUZIGES-ESCHMANN		<b>Communication Institutionnelle, digitale et éditoriale (ICE)</b> Clotilde GUYONNET		<b>Optimisation des Achats (ODA)</b> Miroslava HARBIZAKA		<b>Infrastructures et Services d'Exploitation (ISE)</b> Camille ZOUFACHAKI		<b>Responsabilité Sociale RH (RSR)</b> Eric BUREAU		<b>Cellule Maîtrise d'ouvrage Informatiques risques (MIIR)</b> Emille BASSET		<b>REQUÊTE OPÉRATIONNELLE ET CONTRÔLE PERMANENT (ROC)</b> François TROFOT Adj. Marine GRAZIOSI	
<b>Gestion du Portefeuille et qualité (GQP)</b> Marie-Antoine LECLECQ		<b>Uen Social (CIS)</b> Céline GILQUIN		<b>Fonds Innovation pour le Développement (FID)</b> Juliette SEBAN Adj. Gaëlle LE CLÉACH Adj. Claire BERNARD		<b>Médias, événements et rayonnement (MER)</b> Isabelle DEDOU		<b>Cellule Performance Achats (PPA)</b> Cathie YU REMOND		<b>Appui Qualité et Transverse (AQT)</b> Florence DUVAL		<b>Conseil Juridique et Relations Sociales (JRS)</b> Lella KING		<b>FRANCOIS TROFOT</b> Adj. Marine GRAZIOSI		<b>Contrôle des Verticents (CVV)</b> Antoine CHAKIR	
<b>Connaissance Réglementaire de la Contepartie (CRC)</b> Philippe LAVALLEE		<b>Citoyens et Institutions (CIN)</b> Céline BERNARD		<b>DIAGNOSTICS ECONOMIQUES ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Carl BERNADAC Adj. Anthony MULLIZ Adj. Sophie SALOMON		<b>Communication opérationnelle et relation avec l'ONG (RCO)</b> Sabine KOUHNER		<b>PILOTAJE FINANCIER ET BUDGETAIRE (PFB)</b> Maïna LEVEQUE Adj. Pauline BAUMGARTNER		<b>IRIDIQUE (IIR)</b> Fénélice DUTEL Adj. Patrick PAPAZIAN		<b>Intégration et Architecture des Applications (IAA)</b> Raphaël MOJNER		<b>ADMINISTRATION ET PILOTAGE (ADP)</b> Stéphane HULSTO		<b>Protection Sociale, Santé au Travail et Logement (PSL)</b> Jérôme CABRÉRIÈRE	
<b>Système d'information opérationnel (SIO)</b> Didier SCHELECH		<b>Agriculture, Développement rural et Biodiversité (ABR)</b> Mathilde LE GUY		<b>Caril BERNADAC</b> Adj. Anthony MULLIZ Adj. Sophie SALOMON		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS NATIONALS (MPN)</b> Stéphanie LANFRANC		<b>Budget et Analyse des Coûts (MAC)</b> Eric LESAGE		<b>Pilotage Juridique des Opérations de Financement (JOF)</b> Nicolas MOUNIER		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Paie, Administration du Personnel et Mobilité Internationale (PAM)</b> Inès KARCHID		<b>Pilotage des Risques Opérationnels (BIO)</b> Christine SAMBIER	
<b>Appui au pilotage du réseau et Organisation (PBO)</b> Caroline ABT		<b>Education, Formation professionnelle et Emploi (EPE)</b> Valérie DELSE-PIZZO		<b>Modélisation GEMMES (GEM)</b> Antoine GONDIN		<b>Organisations de la Société Civile (OSC)</b> Juliette GRÜNDMAN		<b>Contrôle de Gestion Financier et Prospective Groupe (CGP)</b> Philippe PIAN		<b>Activités Juridiques Institutionnelles (AJI)</b> Xavier DE LA GUERVIERE		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Paie, Administration du Personnel et Mobilité Internationale (PAM)</b> Inès KARCHID		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Afrique (AFR)</b> Christian YOKA Adj. Thomas ELOY Adj. Orlin GERARDON		<b>Santé et Protection Sociale (SAN)</b> Agnès SOLICAT		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS NATIONALS (MPN)</b> Stéphanie LANFRANC		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Activités Juridiques Institutionnelles (AJI)</b> Xavier DE LA GUERVIERE		<b>Division Applications finances et Risques (ARF)</b> Nicolas LECHELLER		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Océans (OCE)</b> Cécile BEUILIER Adj. Sandra KASSAB Adj. Julie HARRAUDON		<b>Eau et Assainissement (EAA)</b> Lionel GOUVION		<b>Modélisation GEMMES (GEM)</b> Antoine GONDIN		<b>Organisations de la Société Civile (OSC)</b> Juliette GRÜNDMAN		<b>Contrôle de Gestion Financier et Prospective Groupe (CGP)</b> Philippe PIAN		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Trois Océans (OCN)</b> Charles TROTSMANN Adj. Laurent FAHOUQUY Adj. Karim MAHMOUD Adj. RémyANTHONY		<b>Appui à la Passation de Marchés (APM)</b> Emeline OUDIN		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Amérique Latine (AML)</b> Marie-Pierre BOURZAI Adj. Alain HUMEN		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Résultats et impacts de développement (RID)</b> Zacharie MICHALI		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Évaluation Latine (ELA)</b> Jean-Claude FRIEL Adj. David WILLECKE-GRAIE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Gouvernance (GOV)</b> Emmanuel DEBOISE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Résultats et impacts de développement (RID)</b> Zacharie MICHALI		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Évaluation Latine (ELA)</b> Jean-Claude FRIEL Adj. David WILLECKE-GRAIE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Gouvernance (GOV)</b> Emmanuel DEBOISE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Résultats et impacts de développement (RID)</b> Zacharie MICHALI		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Évaluation Latine (ELA)</b> Jean-Claude FRIEL Adj. David WILLECKE-GRAIE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Gouvernance (GOV)</b> Emmanuel DEBOISE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Résultats et impacts de développement (RID)</b> Zacharie MICHALI		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Évaluation Latine (ELA)</b> Jean-Claude FRIEL Adj. David WILLECKE-GRAIE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Gouvernance (GOV)</b> Emmanuel DEBOISE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Résultats et impacts de développement (RID)</b> Zacharie MICHALI		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Évaluation Latine (ELA)</b> Jean-Claude FRIEL Adj. David WILLECKE-GRAIE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Gouvernance (GOV)</b> Emmanuel DEBOISE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Résultats et impacts de développement (RID)</b> Zacharie MICHALI		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Évaluation Latine (ELA)</b> Jean-Claude FRIEL Adj. David WILLECKE-GRAIE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Gouvernance (GOV)</b> Emmanuel DEBOISE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Résultats et impacts de développement (RID)</b> Zacharie MICHALI		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Évaluation Latine (ELA)</b> Jean-Claude FRIEL Adj. David WILLECKE-GRAIE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT		<b>Suivi des actes (CSA)</b> Nathan BOURGETEL		<b>Support et Services aux Utilisateurs (SSU)</b> Franck JULIEN		<b>Comptabilité et Métréologies (PCR)</b> Luc NGUYEN		<b>Risques de Crédit, Climatiques, Seconde Opinion (CCS)</b> Alice LUCAS	
<b>Gouvernance (GOV)</b> Emmanuel DEBOISE		<b>Systèmes Productifs (SPF)</b> Audrey BRULE-FRANCOISE		<b>STRATÉGIE PROSPECTIVE ET POLITIQUES FIBRIQUES (ECO)</b> Philippe JAISHAN Adj. Françoise CHAILER		<b>MOBILISATION ET PARTENARIATS INTERNATIONALS (MPI)</b> Bruno BOLLÉ		<b>Profil et Négociation Financière (PNF)</b> Nicolas VINCIGERT									

**24.**

## **Enfin, quel est le bilan ?**

- **Ils dilapident votre argent dans le monde entier.**
- **Vous n'y gagnez rien. Nos entreprises n'y gagnent rien. Notre influence n'y gagne rien.**
- **Ils dissimulent une dette hors de contrôle.**
- **Ils se versent des salaires géants et se font construire un palais somptuaire.**
- **Ils ne veulent surtout pas que vous sachiez tout ça. C'est pour cela qu'ils disent que je mens.**

---

**Partagez ce travail et demandez-leur avec moi : l'un des responsables de ces folies acceptera-t-il d'en débattre devant les Français ?**

**Sarah  
Knafo**

Députée Reconquête au Parlement européen

A close-up portrait of Sarah Knafo, a woman with long, wavy brown hair, smiling warmly. She is wearing a dark blazer over a light-colored collared shirt. The background is a solid, vibrant blue.

“

**Comptez sur moi  
pour faire toute la lumière  
sur les gabegies qui  
détruisent #NotreArgent.**

SARAH KNAFO

[AIDE-PUBLIQUE-DEVELOPPEMENT.FR](https://aide-publique-developpement.fr)

**RECONQUÊTE!**